



Brochures de prévention au pilon, la Région veut vraiment "une Ile-de-France sans sida"?

Après plusieurs rebondissements médiatiques, il apparaît désormais clairement qu'une partie de la majorité de Valérie Pécresse, au conseil régional, en la personne d'Arnaud Le Clère, vice-président de « Sens Commun » (mouvement politique issu de la « Manif Pour Tous », <http://senscommun.fr/chapitre-1-societe>), s'est attaquée ces derniers mois aux brochures de prévention distribuées par le CRIPS aux adolescentEs. **La cible : la brochure « La Sexualité Et Nous », en raison des pages qui mentionnent la diversité des orientations sexuelles**, que ne semble pas souhaiter reconnaître l'élue, **et des pages qui abordent la pornographie et son impact sur l'appréhension par les jeunes de la sexualité et de leurs corps.**

Des informations issues du CRIPS semblent indiquer que l'ire de l'élue a eu la peau des brochures (<http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/sur-le-radar/20170202.OBS4771/lobbying-d-un-elu-regional-sens-commun-une-brochure-sur-la-sexualite-disparait.html>). **Le CRIPS annonce une nouvelle brochure pour la rentrée 2017 sous format numérique seulement**, délaissant la version papier, pour se dire plus moderne, sans parler de sa diffusion et du rôle d'intermédiaire joué par la médecine scolaire (<http://www.lecrips-idf.net/crips-idf/actualite-crips-idf/2017-02-09,BD-sexualite-crips.html>). Cela laissera sans réponse pendant plusieurs mois les élèves en demande, qui ne sollicitent pas explicitement les infirmières scolaires sur ces questions et préfèrent la brochure papier mise en libre disposition ou conseillée par ces professionnelLEs de santé habituéEs aux non-dits des élèves, sans parler de ceux qui n'ont pas accès à internet, ou qui ont un accès dans des conditions où il leur sera difficile de lire la brochure !

Ce nouvel épisode confirme que la majorité régionale s'emmêle dans ses contradictions en matière de politique de santé publique. **Alors que Valérie Pécresse vient de lancer les travaux préparatoires à un plan « Vers une Ile-de-France sans sida »** pour reprendre l'initiative et combler son retard face au plan « Paris sans sida » de la Mairie de Paris, **force est de constater une fois de plus que ses positions affichent plus une volonté d'occulter le sida que de le combattre.** En effet :

- pendant sa campagne, **Valérie Pécresse avait confirmé à Act Up-Paris qu'elle refuserait l'installation de distributeurs de préservatifs dans les lycées**, dispositif recommandé une fois de plus par le Conseil national du Sida dans son avis du 19 janvier 2017 sur la Prévention et la prise en charge des IST chez les adolescents et les jeunes adultes (recommandation 14,1 ; http://cns.sante.fr/wp-content/uploads/2017/02/2017-01-19_avi_fr_prise_en_charge.pdf). Valérie Pécresse prétextait que

la sexualité et la prévention des lycéenNEs devaient être abordée dans le cadre familial (<http://www.actupparis.org/spip.php?article5455>) ;

- peu après son élection, **le forfait solidarité transport pour les étrangèrEs en situation irrégulière bénéficiant de l'AME, dont le niveau de ressources est inférieur à 721 euros mensuels, a été supprimé**. Une pétition a été lancée par le comité des Familles pour s'opposer à cette mesure (<https://www.change.org/p/conseil-r%C3%A9gional-d-%C3%AEle-de-france-r%C3%A9tablissez-les-aides-aux-transport-pour-les-personnes-sans-papiers>), que nous vous invitons à relayer aussi longtemps que Valérie Pécresse campera sur ses positions ;
- en novembre 2016, **les conseillers régionaux Bruno Beschizza et Sylvie Piganeau se sont élevéEs contre la campagne nationale de lutte contre le VIH à destination des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes**.
- encore récemment, le 27 janvier 2017, en Commission permanente, **Valérie Pécresse a retiré en dernière minute un amendement à la convention d'objectifs et de moyens du CRIPS censé maintenir l'éducation à l'égalité Femmes-Hommes et la lutte contre les discriminations parmi les missions du CRIPS** (<http://psidf.fr/2017/02/03/censure-dune-campagne-de-prevention-au-crips-le-retour-de-lordre-moral-en-ile-de-france>).
- l'exécutif régional s'attelle désormais à **tuer les recherches sur le genre, les inégalités et les discriminations en cessant de les financer**.

Force est donc de constater que sous la pression idéologique des éluEs issus de « Sens Commun » **le plan « Vers une Ile-de-France sans sida » sert juste d'écran de fumée de communication**, se limitera à des mesures sans lendemain et s'avèrera incapable de réduire les contaminations par le VIH en Ile-de-France, région pourtant la plus fortement touchée de la France métropolitaine. Dans ces conditions, **les éluEs de la majorité de Valérie Pécresse, et ceux/celles de « Sens commun » en particulier, porteront la responsabilité d'avoir conduit la région à plus de contaminations** encore en démantelant le peu de mesures potentiellement efficaces existantes.

Nous ne nous étions fait aucune illusion quant aux actions d'une majorité régionale de droite, emmenée par Valérie Pécresse. Les postures rétrogrades, discriminantes, excluantes sont les marques de fabrique de cette « famille » politique, et sont des postures qui, en termes de santé publique et de lutte contre le sida, tuent.

Nous exigeons que le plan « Vers une Ile-de-France sans sida » comporte, avec mise en application immédiate :

- l'installation de distributeurs de préservatifs gratuits dans tous les lycées et centres de formation de la région ;
- la mise à disposition de brochures pédagogiques d'éducation à la sexualité, d'information sur la prévention et, le cas échéant, la contraception, sans œillères idéologiques ;
- que soit organisée la formation d'interlocuteurs/trices non-jugeantEs pour orienter les jeunes qui en ressentent le besoin vers les différents services et associations œuvrant pour la santé sexuelle ;
- que ce plan soit l'occasion d'un renforcement des moyens et des marges de manœuvre du CRIPS au lieu d'être celui du démantèlement de son action.

Contact presse :

Mikaël ZENOUDA, président d'Act Up-Paris, 0613508980, presidence@actupparis.org

Benjamin DEPREAUX-KRAVIEC, responsable de la commission Prévention/Sexpol d'Act Up-Paris, 0624979868